

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2023/204441]

23 MARS 2023. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 juillet 2020 relatif au soutien à l'internationalisation des groupements d'entreprises, des chambres de commerce mixtes et de leurs membres

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 2 avril 1998 créant l'Agence wallonne à l'exportation et aux investissements étrangers, l'article 2, alinéa 2, inséré par le décret du 17 décembre 2015 et l'alinéa 5, inséré par le décret du 28 avril 2016;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 juillet 2020 relatif au soutien à l'internationalisation des groupements d'entreprises, des chambres de commerce mixtes et de leurs membres;

Vu le rapport du 19 octobre 2022 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 19 octobre 2022;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 27 octobre 2022;

Vu l'avis 72.946/2 du Conseil d'État, donné le 20 février 2023, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 juillet 2021 relatif aux délégations de pouvoirs aux fonctionnaires dirigeants de l'Agence wallonne à l'Exportation et aux Investissements étrangers;

Considérant l'avis n°1520 du Conseil économique, social et environnemental de Wallonie, donné le 04 janvier 2023;

Sur la proposition du Ministre du Commerce extérieur;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 juillet 2020 relatif au soutien à l'internationalisation des groupements d'entreprises, des chambres de commerce mixtes et de leurs membres est complété par un 15°, 16° et 17° rédigés comme suit :

« 15° la foire, le salon, la conférence ou le congrès physique : la foire, le salon, la conférence ou le congrès professionnel qui se déroule en un lieu physique déterminé et qui nécessite un déplacement physique des participants et des visiteurs;

16° la foire, le salon, la conférence ou le congrès virtuel : la foire, le salon, la conférence ou le congrès professionnel qui se déroule sur internet et qui ne nécessite pas de déplacement physique des participants et des visiteurs;

17° la foire, le salon, la conférence ou le congrès physique hybride : la foire, le salon, la conférence ou le congrès physique professionnel à la fois physique et virtuel. ».

Art. 2. À l'article 6 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, 1°, les mots « le Ministre » sont remplacés par les mots « conformément à l'article 55 »;

2° à l'alinéa 2, les mots « l'arrêté d'octroi du Ministre » sont remplacés par les mots « la décision d'octroi de la subvention ».

Art. 3. Dans l'article 16, 5°, du même arrêté, les mots « et les services de promotion digitale » sont insérés entre les mots « les supports de communication » et les mots « destinés à faire connaître les membres wallons à l'étranger ».

Art. 4. Dans l'article 17 du même arrêté, les mots « fixés selon les forfaits établis par le Ministre » sont remplacés par les mots « calculés conformément aux dispositions de l'article 39 ».

Art. 5. Dans l'article 18, alinéa 1^{er}, 3° et 4°, du même arrêté, les mots « fixés selon les forfaits établis par le Ministre » sont remplacés par les mots « calculés conformément aux dispositions de l'article 39 ».

Art. 6. Dans l'article 19, alinéa 1^{er}, du même arrêté, le mot « physique » est inséré entre les mots « à une foire ou à un salon » et les mots « spécialisé à l'étranger ».

Art. 7. À l'article 20, alinéa 1^{er}, du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° le mot « physique » est inséré entre les mots « à une foire ou à un salon » et les mots « spécialisé à l'étranger »;

2° au 2°, les mots « fixés selon les forfaits établis par le Ministre » sont remplacés par les mots « calculés conformément aux dispositions de l'article 39 ».

Art. 8. Dans le chapitre III, section 3, sous-section 1^{ère}, du même arrêté, sont insérés les articles 20/1 à 20/3 rédigés comme suit :

« Art. 20/1. Lorsque le demandeur participe individuellement à une foire ou à un salon virtuel spécialisé à l'étranger, les coûts admissibles sont les suivants :

1° le droit d'inscription à la foire ou au salon virtuel;

2° les coûts de conception de brochures digitales pour la participation à la foire ou au salon, à l'exclusion des prestations réalisées en interne par le demandeur.

Art. 20/2. Lorsque le demandeur participe individuellement à une foire ou à un salon hybride spécialisé à l'étranger, les coûts admissibles sont les suivants :

- 1° le droit d'inscription à la foire ou au salon virtuel;
- 2° les coûts de conception de brochures digitales pour la participation à la foire ou au salon virtuel, à l'exclusion des prestations réalisées en interne par le demandeur;
- 3° les coûts admissibles visés à l'article 19.

Art. 20/3. Lorsque le demandeur participe individuellement pour la première fois à une foire ou à un salon hybride spécialisé à l'étranger, les coûts admissibles sont les suivants :

- 1° le droit d'inscriptions à la foire ou au salon virtuel;
- 2° les coûts de conception de brochures digitales pour la participation à la foire ou au salon virtuel, à l'exclusion des prestations réalisées en interne par le demandeur;
- 3° ceux visés à l'article 20. ».

Art. 9. À l'article 21 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° le mot « physique » est inséré entre les mots « lors d'un congrès ou d'une conférence » et les mots « à l'étranger »;
- 2° les mots « fixés selon les forfaits établis par le Ministre » sont remplacés par les mots « calculés conformément aux dispositions de l'article 39 ».

Art. 10. Dans le même arrêté, il est inséré un article 21/1 rédigé comme suit :

« Art. 21/1. Lorsque le demandeur prend la parole lors d'un congrès ou d'une conférence virtuelle ou hybride à l'étranger avec une inscription payante afin d'effectuer une promotion active des produits et des services de ses membres, les coûts admissibles sont les suivants :

- 1° le droit d'inscription au congrès ou à la conférence, plafonné à 1.600 euros;
- 2° les frais de déplacement et de séjour pour un délégué du demandeur calculés conformément aux dispositions de l'article 39 si le congrès ou la conférence sont organisés sous une forme hybride. ».

Art. 11. À l'article 22, alinéa 1^{er}, du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° le mot « physique » est inséré entre les mots « lors d'une foire, d'un salon ou d'un évènement » et les mots « à caractère professionnel et international reconnu »;
- 2° au 2°, les mots « fixés selon les forfaits établis par le Ministre » sont remplacés par les mots « calculés conformément aux dispositions de l'article 39 ».

Art. 12. Dans le même arrêté sont insérés les articles 22/1 et 22/2 rédigés comme suit :

« Art. 22/1. Lorsque le demandeur organise à l'étranger pour ses membres un stand collectif lors d'une foire, d'un salon ou d'un évènement virtuel à caractère professionnel et international reconnu, les coûts admissibles sont les suivants :

- 1° le droit d'inscription à l'évènement virtuel choisi;
- 2° les rémunérations d'une entreprise professionnelle externe spécialisée dans l'organisation d'évènements virtuels limitées à 15 000 euros.

Art. 22/2. Lorsque le demandeur organise à l'étranger pour ses membres un stand collectif lors d'une foire, d'un salon ou d'un évènement hybride à caractère professionnel et international reconnu, les coûts admissibles sont les suivants :

- 1° le droit d'inscription à l'évènement virtuel choisi;
- 2° les rémunérations d'une entreprise professionnelle externe spécialisée dans l'organisation d'évènements virtuels limitées à 15 000 euros;
- 3° ceux visés à l'article 22. ».

Art. 13. Dans l'article 26 du même arrêté, les mots « fixés selon les forfaits établis par le Ministre » sont remplacés par les mots « calculés conformément aux dispositions de l'article 39 ».

Art. 14. Dans l'article 30, alinéa 1^{er}, 4°, du même arrêté, les mots « fixés selon les forfaits établis par le Ministre » sont remplacés par les mots « calculés conformément aux dispositions de l'article 39 ».

Art. 15. Dans l'intitulé de la section 6 du chapitre III du même arrêté, les mots « et services de promotion digitale » sont insérés entre les mots « Supports de communication » et les mots « destinés à faire connaître les membres wallons du demandeur à l'étranger ».

Art. 16. À l'article 33 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° dans l'alinéa 1^{er}, les mots « et les services de promotion digitale » sont insérés entre les mots « supports de communication » et les mots « destinés à des partenaires »;
- 2° dans l'alinéa 1^{er}, les mots « éligibles aux aides à l'internationalisation de l'Agence » sont insérés entre les mots « membres du demandeur » et les mots « ou le secteur d'activités »;
- 3° dans l'alinéa 1^{er}, les mots « en Wallonie » sont insérés entre les mots « ou le secteur d'activités » et les mots « que le demandeur représente »;
- 4° dans l'alinéa 2, les mots « 10.000 euros » sont remplacés par les mots « 15.000 euros ».

Art. 17. À l'article 34 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° à l'alinéa 1^{er}, 1°, les mots « et de traduction » sont insérés entre les mots « les coûts de production » et les mots « de brochures papiers et digitales. »;
- 2° à l'alinéa 1^{er}, 3°, les mots « de capsules vidéo ou audio » sont insérés entre les mots « les coûts de production de vidéos, » et les mots « et de visites virtuelles interactives »;

3° l'alinéa 1^{er} est complété par un 4° rédigé comme suit :

« 4° les coûts suivants de promotion digitale :

- a) les coûts d'achat de listes d'adresses électroniques étrangères;
- b) les coûts de réalisation et d'envoi de courriels par un spécialiste du marketing sur internet;
- c) les coûts d'achat de crédits d'envoi de courriels;
- d) les coûts de prestations de centres d'appels pour des appels à l'étranger;
- e) les coûts de réalisation d'un webinaire destiné à un public étranger par un spécialiste du marketing sur internet;
- f) les coûts de référencement international sur des moteurs de recherche par un spécialiste du marketing sur internet;
- g) les coûts d'achat de publicités et de référencement internationaux sur des moteurs de recherche, des réseaux sociaux et des plateformes en ligne;
- h) les coûts de prestations d'influenceurs en ligne et de leaders d'opinion;
- i) les coûts de prestations de spécialistes du marketing digital externes pour la gestion de profil d'entreprise à l'international sur les réseaux sociaux. »;

4° un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 1^{er} et 2 :

“ Le Ministre peut compléter la liste des coûts admissibles visée à l'alinéa 1^{er}, 4°, pour tenir compte des évolutions en matière de promotion digitale. ”;

5° l'article est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« A l'alinéa 1^{er}, 4°, h), on entend par :

1° l'influenceur en ligne : la personne physique ou morale capable d'influencer le comportement des consommateurs grâce à sa position, son statut ou sa notoriété sur internet;

2° le leader d'opinion : la personne physique ou morale qui, par sa notoriété, son activité sociale ou professionnelle, est susceptible d'influencer les opinions ou les actions d'un grand nombre d'individus. ».

Art. 18. Dans l'article 35 du même arrêté, les mots « de production de brochures, d'insertions publicitaires dans des magazines, de vidéos » sont remplacés par les mots « visés à l'article 33, alinéa 1^{er} ».

Art. 19. L'article 39 du même arrêté est complété par deux alinéas rédigés comme suit :

« Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, lorsque le demandeur est établi en dehors de la Belgique, les coûts admissibles relatifs à des frais de déplacement et de séjour à l'étranger sont les coûts réels exposés par le demandeur limités aux éléments suivants :

1° les frais de voyage en classe économique;

2° les frais de logement;

3° les frais de repas;

4° les frais de déplacement interne nécessaire à la réalisation de l'action subventionnée.

Concernant l'alinéa 3, 2°, le Ministre peut, par arrêté, plafonner le montant des coûts admissibles relatifs aux frais de logement. ”.

Art. 20. L'article 41 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 41. Lorsque le demandeur regroupe des membres de plusieurs régions en Belgique, les coûts admis visés à l'article 37 sont réduits :

1° pour les initiatives, visées à l'article 16, 1°, a), 2°, a) et b), 3°, 4° et 5°, au prorata du nombre d'entreprises membres du demandeur qui sont éligibles aux aides à l'internationalisation de l'Agence;

2° pour les initiatives, visées à l'article 16, 1°, b), et 2°, c), au prorata du nombre d'entreprises membres du demandeur éligibles aux aides à l'internationalisation de l'Agence ayant participé à l'action. ».

Art. 21. Dans l'article 42 du même arrêté, les mots « le Ministre » sont remplacés par les mots « l'Administrateur général ».

Art. 22. Dans l'article 44 du même arrêté, les mots « par le Ministre dans l'arrêté de subvention » sont remplacés par les mots « dans la décision d'octroi de la subvention ».

Art. 23. L'article 46 du même arrêté est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« L'Agence peut modifier la date, visée à l'alinéa 1^{er}, en cas de situation économique ou sanitaire exceptionnelle. Lorsqu'elle fait usage de cette faculté, l'Agence communique la modification et les motifs de cette modification sur son site internet. ».

Art. 24. Dans l'article 48, alinéa 1^{er}, 6°, les mots « la liste actualisée de ses membres » sont complétés par les mots « et, dans la mesure où il en dispose déjà au moment de l'introduction de la demande, la liste des participants aux actions reprises dans son programme d'actions annuel à l'international ».

Art. 25. À l'article 50 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « physiques et hybrides ” sont insérés entre les mots « les foires et salons » et les mots « spécialisés à l'étranger »;

2° l'article est complété par un alinéa 2 rédigé comme suit :

« Pour les foires et salons virtuels et hybrides spécialisés à l'étranger, le demandeur joint à sa demande la demande d'inscription adressée à l'organisateur de l'évènement. ».

Art. 26. Dans le même arrêté, il est inséré un article 50/1 rédigé comme suit :

« Art. 50/1. Pour les conférences ou les congrès, le demandeur joint également à sa demande la demande d'inscription adressée à l'organisateur de l'évènement. ».

Art. 27. À l'article 51 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

a) les mots « et les services de promotion digitale » sont insérés entre les mots « Pour les supports de communication » et les mots ", le demandeur joint à sa demande »;

b) les mots « le demandeur joint à sa demande » sont complétés par les mots ", dans la mesure où il en dispose au moment de l'introduction de la demande »;

c) il est complété par un 4^o rédigé comme suit :

« 4^o pour les services de promotion digitale : les devis des prestataires externes. ».

Art. 28. Dans l'intitulé de la section 2 du chapitre V du même arrêté, les mots « décision du Ministre » sont remplacés par les mots " décision d'octroi ».

Art. 29. L'article 55 du même arrêté est complété par un alinéa rédigé comme suit :

" Le Ministre peut déléguer la compétence visée à l'alinéa 1^{er}. "

Art. 30. Dans l'article 57, alinéa 4, les mots « auquel la liste des participants à chaque action éligible est jointe » sont insérés entre les mots « ou du programme annuel subventionné » et les mots ", en se réservant la possibilité de procéder à un contrôle dans un second temps ».

Art. 31. Dans l'article 58, alinéa 2, du même arrêté, les mots « par une décision du Ministre » sont remplacés par les mots « conformément à l'article 55 ».

Art. 32. Dans l'article 61, alinéa 1^{er}, du même arrêté, les mots « la décision du Ministre d'accepter la subvention » sont remplacés par les mots « la décision d'octroi de la subvention ».

Art. 33. L'article 66, alinéa 2, du même arrêté, est complété par les mots " y compris lorsque le montant de la subvention est fixé selon un forfait en application du présent arrêté. ».

Art. 34. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Namur, le 23 mars 2023.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation,
du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,
W. BORSUS

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2023/204441]

23. MÄRZ 2023 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 9. Juli 2020 über die Förderung der Internationalisierung von Unternehmensverbänden, gemischten Handelskammern und ihren Mitgliedern

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 2. April 1998 zur Gründung der Wallonischen Agentur für Export und ausländische Investitionen ("Agence wallonne à l'exportation et aux investissements étrangers"), Artikel 2 Absatz 2, eingefügt durch das Dekret vom 17. Dezember 2015, und Absatz 5, eingefügt durch das Dekret vom 28. April 2016;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 9. Juli 2020 über die Förderung der Internationalisierung von Unternehmensverbänden, gemischten Handelskammern und ihren Mitgliedern;

Aufgrund des Berichts vom 19. Oktober 2022, der gemäß Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellt wurde;

Aufgrund der am 19. Oktober 2022 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 27. Oktober 2022 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des am 20. Februar 2023 in Anwendung des Artikels 84 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens 72.946/2 des Staatsrats;

In Erwägung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Juli 2021 über die Erteilung von Vollmachten an die leitenden Beamten der Wallonischen Agentur für Export und ausländische Investitionen;

In Erwägung der am 4. Januar 2023 abgegebenen Stellungnahme Nr. 1520 des Wirtschafts-, Sozial- und Umweltrates der Wallonie;

Auf Vorschlag des Ministers für Außenhandel;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 9. Juli 2020 über die Förderung der Internationalisierung von Unternehmensverbänden, gemischten Handelskammern und ihren Mitgliedern wird durch die folgenden Ziffern 15^o, 16^o und 17^o ergänzt:

15^o die physische Messe, Ausstellung, Konferenz oder der physische Kongress: eine Messe, Ausstellung, Konferenz oder ein Kongress, die bzw. der an einem bestimmten physischen Ort stattfindet und voraussetzt, dass sich die Teilnehmer und Besucher physisch an diesen Ort begeben;

16^o die virtuelle Messe, Ausstellung, Konferenz oder der virtuelle Kongress: eine Messe, Ausstellung, Konferenz oder ein Kongress, die bzw. der über das Internet stattfindet und nicht voraussetzt, dass sich die Teilnehmer und Besucher physisch an einen bestimmten Ort begeben;

17° die hybrid organisierte physische Messe, Ausstellung, Konferenz oder der hybrid organisierte physische Kongress: eine Messe, Ausstellung, Konferenz oder ein Kongress, die bez. der zum Teil physisch, zum Teil virtuell durchgeführt wird.“.

Art. 2 - Artikel 6 desselben Erlasses wird wie folgt abgeändert:

1° in Absatz 1 Ziffer 1 wird die Wortfolge "vom Minister" durch die Wortfolge "gemäß Artikel 55" ersetzt;

2° in Absatz 2 wird die Wortfolge "in dem Gewährungserlass des Ministers" durch die Wortfolge "in dem Beschluss zur Gewährung des Zuschusses" ersetzt.

Art. 3 - In Artikel 16 Ziffer 5 desselben Erlasses wird die Wortfolge "und die digitalen Werbedienstleistungen" zwischen die Wortfolge "die Kommunikationsträger" und die Wortfolge ", die die wallonischen Mitglieder im Ausland bekannt machen sollen" eingefügt.

Art. 4 - In Artikel 17 desselben Erlasses wird die Wortfolge "nach den vom Minister für einen einzelnen Delegierten des Antragstellers festgelegten Pauschalbeträgen" durch die Wortfolge ", die für einen einzelnen Delegierten des Antragstellers gemäß den Bestimmungen von Artikel 39 berechnet werden" ersetzt.

Art. 5 - In Artikel 18 Absatz 1 Ziffern 3 und 4 desselben Erlasses wird die Wortfolge "nach den vom Minister festgelegten Pauschalbeträgen" durch die Wortfolge "die gemäß den Bestimmungen von Artikel 39 berechnet werden" ersetzt.

Art. 6 - In Artikel 19 Absatz 1 desselben Erlasses wird die Wortfolge "an einer Fachmesse oder -ausstellung im Ausland" durch die Wortfolge "an einer physischen Fachmesse oder -ausstellung im Ausland" ersetzt.

Art. 7 - In Artikel 20 Absatz 1 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° die Wortfolge "an einer Fachmesse oder -ausstellung im Ausland" wird durch die Wortfolge "an einer physischen Fachmesse oder -ausstellung im Ausland" ersetzt;

2° in Ziffer 2 wird die Wortfolge "nach den vom Minister festgelegten Pauschalbeträgen" durch die Wortfolge ", die gemäß den Bestimmungen von Artikel 39 berechnet werden" ersetzt.

Art. 8 - In Kapitel III, Abschnitt 3, Unterabschnitt 1 desselben Erlasses werden die Artikel 20/1 bis 20/3 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 20/1 - Wenn der Antragsteller individuell an einer virtuellen Fachmesse oder -ausstellung im Ausland teilnimmt, sind die beihilfefähigen Kosten die folgenden:

1° die Anmeldegebühr für die virtuelle Messe oder Ausstellung;

2° die Kosten für die Gestaltung digitaler Broschüren für die Teilnahme an der Messe oder Ausstellung, mit Ausnahme der vom Antragsteller intern erbrachten Dienstleistungen.

Art. 20/2 - Wenn der Antragsteller individuell an einer hybriden Fachmesse oder -ausstellung im Ausland teilnimmt, sind die beihilfefähigen Kosten die folgenden:

1° die Anmeldegebühr für die virtuelle Messe oder Ausstellung;

2° die Kosten für die Gestaltung digitaler Broschüren für die Teilnahme an der virtuellen Messe oder Ausstellung, mit Ausnahme der vom Antragsteller intern erbrachten Dienstleistungen.

3° die beihilfefähigen Kosten gemäß Artikel 19.

Art. 20/3 - Wenn der Antragsteller ein KMB ist, der individuell zum ersten Mal an einer hybriden Fachmesse oder -ausstellung im Ausland teilnimmt, sind die beihilfefähigen Kosten die folgenden:

1° die Anmeldegebühr für die virtuelle Messe oder Ausstellung;

2° die Kosten für die Gestaltung digitaler Broschüren für die Teilnahme an der virtuellen Messe oder Ausstellung, mit Ausnahme der vom Antragsteller intern erbrachten Dienstleistungen.

3° die Kosten gemäß Artikel 20.“.

Art. 9 - Artikel 21 desselben Erlasses wird wie folgt abgeändert:

1° die Wortfolge "auf einem Kongress oder einer Konferenz im Ausland" wird durch die Wortfolge "auf einem physischen Kongress oder einer physischen Konferenz im Ausland" ersetzt;

2° die Wortfolge "die nach den vom Minister festgelegten Pauschalbeträgen festgelegt werden" wird durch die Wortfolge ", die gemäß den Bestimmungen von Artikel 39 berechnet werden" ersetzt.

Art. 10 - In denselben Erlass wird ein Artikel 21/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 21/1 - Wenn der Antragsteller auf einem virtuellen oder hybriden Kongress oder einer virtuellen oder hybriden Konferenz im Ausland mit bezahlter Anmeldung das Wort ergreift, um aktiv für die Produkte und Dienstleistungen seiner Mitglieder zu werben, sind die beihilfefähigen Kosten die folgenden:

1° die Anmeldegebühr für den Kongress oder die Konferenz bis zu einem Höchstbetrag von 1.600 Euro;

2° die Reise- und Aufenthaltskosten für einen Vertreter des Antragstellers, die gemäß den Bestimmungen von Artikel 39 berechnet werden, wenn der Kongress oder die Konferenz in einer hybriden Form organisiert wird.“.

Art. 11 - In Artikel 22 Absatz 1 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° die Wortfolge "anlässlich einer Messe, einer Ausstellung oder eines international anerkannten fachlichen Events" wird durch die Wortfolge "anlässlich einer physischen Messe, einer physischen Ausstellung oder eines international anerkannten fachlichen physischen Events" ersetzt;

2° in Ziffer 2 wird die Wortfolge "nach den vom Minister festgelegten Pauschalbeträgen" durch die Wortfolge ", die gemäß den Bestimmungen von Artikel 39 berechnet werden" ersetzt.

Art. 12 - In denselben Erlass werden die Artikel 22/1 und 22/2 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 22/1 - Wenn der Antragsteller für seine Mitglieder im Ausland einen Gemeinschaftsstand anlässlich einer virtuellen Messe, einer virtuellen Ausstellung oder eines international anerkannten fachlichen virtuellen Events organisiert, sind die beihilfefähigen Kosten:

1° die Teilnahmegebühr für das ausgewählte virtuelle Event;

2° Vergütungen für ein externes professionelles Unternehmen, das auf die Organisation von virtuellen Veranstaltungen spezialisiert ist, begrenzt auf 15.000 Euro.

Art. 22/2 - Wenn der Antragsteller für seine Mitglieder im Ausland einen Gemeinschaftsstand anlässlich einer hybriden Messe, einer hybriden Ausstellung oder eines international anerkannten fachlichen hybriden Events organisiert, sind die beihilfefähigen Kosten:

1° die Teilnahmegebühr für das ausgewählte virtuelle Event;

2° Vergütungen für ein externes professionelles Unternehmen, das auf die Organisation von virtuellen Veranstaltungen spezialisiert ist, begrenzt auf 15.000 Euro.

3° die Kosten gemäß Artikel 22.“.

Art. 13 - In Artikel 26 desselben Erlasses wird die Wortfolge “nach den vom Minister festgelegten Pauschalbeträgen festgelegt” durch die Wortfolge “gemäß den Bestimmungen von Artikel 39 berechnet” ersetzt.

Art. 14 - In Artikel 30 Absatz 1 Ziffer 4 desselben Erlasses wird die Wortfolge “nach den vom Minister festgelegten Pauschalbeträgen” durch die Wortfolge “, die gemäß den Bestimmungen von Artikel 39 berechnet werden” ersetzt.

Art. 15 - In der Überschrift von Kapitel III Abschnitt 6 desselben Erlasses wird zwischen das Wort “Kommunikationsträger” und die Wortfolge “die die wallonischen Mitglieder des Antragstellers im Ausland bekannt machen sollen” die Wortfolge “und digitale Werbedienstleistungen” eingefügt.

Art. 16 - Artikel 33 desselben Erlasses wird wie folgt abgeändert:

1° in Absatz 1 wird zwischen die Wortfolge “Kommunikationsträgern” und die Wortfolge “für im Ausland ansässige Partner oder Unternehmen” die Wortfolge “und digitale Werbedienstleistungen” eingefügt;

2° in Absatz 1 wird die Wortfolge “Mitglieder des Antragstellers sind” durch die Wortfolge “die zur Förderung der Internationalisierung förderfähige Mitglieder des Antragstellers sind” eingefügt;

3° in Absatz 1 wird zwischen die Wortfolge “oder den Tätigkeitsbereich” und die Wortfolge “, den der Antragsteller vertritt” die Wortfolge “in der Wallonie” eingefügt;

4° in Absatz 2 wird die Wortfolge “10.000 Euro” durch die Wortfolge “15.000 Euro” ersetzt.

Art. 17 - Artikel 34 desselben Erlasses wird wie folgt abgeändert:

1° in Absatz 1 Ziffer 1 wird zwischen die Wortfolge “Kosten für die Erstellung” und die Wortfolge “von Papier- und digitalen Broschüren” die Wortfolge “und Übersetzung” eingefügt.“;

2° in Absatz 1 Ziffer 3 wird die zwischen die Wortfolge “Kosten für die Herstellung von Videos” und die Wortfolge “und interaktiven virtuellen Besichtigungen” die Wortfolge “, Video- oder Audiosequenzen” eingefügt.

3° Absatz 1 wird durch eine Ziffer 4 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

“4° die folgenden Kosten für digitale Werbung:

a) die Kosten für den Erwerb von Listen von ausländischen E-Mail-Adressen;

b) die Kosten für die Erstellung und den Versand von E-Mails durch einen spezialisierten Anbieter im Bereich Internetmarketing;

c) die Kosten für den Erwerb von Guthaben für den E-Mail-Versand;

d) die Kosten für Leistungen von Callcentern für Anrufe ins Ausland;

e) die Kosten für die Durchführung eines Webinars für ein ausländisches Publikum durch einen spezialisierten Anbieter im Bereich Internetmarketing;

f) die Kosten für die internationale Referenzierung auf Suchmaschinen durch einen spezialisierten Anbieter im Bereich Internetmarketing;

g) die Kosten für den Erwerb von internationaler Werbung und Referenzierung auf Suchmaschinen, sozialen Netzwerken und Online-Plattformen;

h) die Kosten für Leistungen von Online-Beeinflussern und Meinungsführern;

i) die Kosten für Leistungen von externen, spezialisierten Anbietern im Bereich digitales Marketing zwecks des internationalen Profilmanagements von Unternehmen auf sozialen Netzwerken;“;

4° ein Absatz mit folgendem Wortlaut wird zwischen die Absätze 1 und 2 eingefügt:

“Der Minister kann die in Absatz 1 Ziffer 4 erwähnte Liste der beihilfefähigen Kosten ergänzen, um den Entwicklungen im Bereich der digitalen Werbung Rechnung zu tragen.“;

5° Der Artikel wird durch einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

“In Absatz 1 Ziffer 4 Buchstabe h ist zu verstehen als:

1° der Online-Influencer: die natürliche oder juristische Person, die aufgrund ihrer Position, ihres Status oder ihres Bekanntheitsgrades im Internet das Verhalten der Verbraucher beeinflussen kann;

2° der Meinungsführer: die natürliche oder juristische Person, die aufgrund ihres Bekanntheitsgrades, ihrer sozialen oder beruflichen Tätigkeit die Meinungen oder Handlungen einer großen Anzahl von Personen beeinflussen kann;“.

Art. 18 - In Artikel 35 desselben Erlasses wird die Wortfolge “der Leistungsträger für die Erstellung von Broschüren, Videos oder Werbeinseraten in Zeitschriften” durch die Wortfolge “der Dienstleister für die Leistungen gemäß Artikel 33 Absatz 1” ersetzt.

Art. 19 - Artikel 39 desselben Erlasses wird durch zwei Absätze mit folgendem Wortlaut ergänzt:

“In Abweichung von Absatz 1 sind, wenn der Antragsteller seinen Sitz außerhalb Belgiens hat, die beihilfefähigen Reise- und Aufenthaltskosten im Ausland die tatsächlichen Kosten, die dem Antragsteller entstanden sind, begrenzt auf die folgenden Elemente:

1° die Reisekosten in der Economy-Klasse;

2° die Kosten für die Unterkunft;

3° die Verpflegungskosten;

4° die Kosten für die zur Durchführung der bezuschussten Maßnahme notwendigen Inlandsreisen.

In Bezug auf Absatz 3 Ziffer 2 ist der Minister befugt, per Erlass den Betrag der beihilfefähigen Kosten in Bezug auf die Kosten für die Unterkunft zu begrenzen.“

Art. 20 - Artikel 41 desselben Erlasses wird durch Folgendes ersetzt:

“Art. 41 - Wenn der Antragsteller Mitglieder aus verschiedenen Regionen Belgiens umfasst, werden die in Artikel 37 genannten beihilfefähigen Kosten verringert:

1° für Initiativen gemäß Artikel 16 Ziffer 1° Buchstabe *a)*, Ziffer 2° Buchstaben *a)* und *b)*, Ziffern 3°, 4° und 5° im Verhältnis zur Anzahl Unternehmen, die Mitglieder des Antragstellers sind, und die im Hinblick auf die Beihilfen der Agentur zur Förderung der Internationalisierung förderfähig sind;

2° für Initiativen gemäß Artikel 16 Ziffer 1° Buchstabe *b)* und Ziffer 2° Buchstabe *c)* im Verhältnis zur Anzahl Unternehmen, die Mitglieder des Antragstellers sind, und die im Hinblick auf die Beihilfen der Agentur zur Förderung der Internationalisierung förderfähig sind und an der Maßnahme teilgenommen haben.“

Art. 21 - In Art. 42 desselben Dekrets wird das Wort “Minister” durch das Wort “Generalverwalter” ersetzt.

Art. 22 - In Artikel 44 desselben Erlasses wird die Wortfolge “des vom Minister im Erlass zur Gewährung des Zuschusses bewilligten Höchstbetrag” durch die Wortfolge “des in dem Beschluss zur Gewährung des Zuschusses bewilligten Höchstbetrags” ersetzt.

Art. 23 - Artikel 46 desselben Erlasses wird durch einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

“Die Agentur kann das in Absatz 1 genannte Datum im Falle einer außergewöhnlichen wirtschaftlichen oder gesundheitlichen Situation ändern. Macht die Agentur von dieser Möglichkeit Gebrauch, so teilt sie die Änderung und die Gründe dafür auf ihrer Website mit.“

Art. 24 - In Artikel 48 Absatz 1 Ziffer 6 werden die Wörter “die aktualisierte Liste seiner Mitglieder” durch die Wörter “und, sofern sie zum Zeitpunkt der Antragstellung bereits vorliegt, die Liste der Teilnehmer an Maßnahmen, die in seinem jährlichen internationalen Aktionsprogramm enthalten sind” ergänzt.

Art. 25 - Artikel 50 desselben Erlasses wird wie folgt abgeändert:

1° die Wortfolge “Für Fachmessen und -ausstellungen im Ausland” wird durch die Wortfolge “Für physische und hybride Fachmessen und -ausstellungen im Ausland” ersetzt;

2° Der Artikel wird durch einen Absatz 2 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

“Für physische und hybride Fachmessen und -ausstellungen im Ausland fügt der Antragsteller seinem Antrag die an den Organisator der Veranstaltung gerichtete Anmeldung bei.“

Art. 26 - In denselben Erlass wird ein Artikel 50/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Art. 50/1 - Für Konferenzen oder Kongresse fügt der Antragsteller ebenfalls seinem Antrag die an den Organisator der Veranstaltung gerichtete Anmeldung bei.“

Art. 27 - Artikel 51 desselben Erlasses wird wie folgt abgeändert:

a) zwischen die Wortfolge “Für die Kommunikationsträger” und die Wortfolge “fügt der Antragsteller” wird die Wortfolge “und die digitalen Werbedienstleistungen” eingefügt;

b) die Wortfolge “die folgenden Dokumente bei” wird ergänzt durch die Wortfolge “, sofern er zum Zeitpunkt der Antragstellung darüber verfügt“;

c) er wird durch die Ziffer 4 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

“4° für die digitalen Werbedienstleistungen: die Kostenvoranschläge von externen Dienstleistern.“

Art. 28 - In der Überschrift des Abschnitts 2 von Kapitel V wird die Wortfolge “Beschluss des Ministers” durch die Wortfolge “Gewährungsbeschluss” ersetzt.

Art. 29 - Artikel 55 desselben Erlasses wird durch einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

“Der Minister kann die in Absatz 1 genannte Befugnis übertragen.“

Art. 30 - In Artikel 57 Absatz 4 wird nach der Wortfolge “oder des jährlichen bezuschussten Programms” die Wortfolge “, dem die Liste der Teilnehmer an jeder förderfähigen Aktion beigefügt ist,” eingefügt.

Art. 31 - In Artikel 58 Absatz 2 desselben Erlasses wird die Wortfolge “durch einen Beschluss des Ministers” durch die Wortfolge “gemäß Artikel 55” ersetzt;

Art. 32 - In Artikel 61 Absatz 1 desselben Erlasses wird die Wortfolge “der Beschluss des Ministers zur Annahme des Zuschusses” durch die Wortfolge “der Beschluss zur Gewährung des Zuschusses” ersetzt.

Art. 33 - Artikel 66 Absatz 2 desselben Erlasses wird ergänzt durch die Wortfolge “, auch wenn die Höhe des Zuschusses in Anwendung des vorliegenden Erlasses pauschal festgelegt wird.“

Art. 34 - Der vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Namur, den 23. März 2023

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

E. DI RUPO

Der Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation, digitale Technologien,
Raumordnung, Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren

W. BORSUS

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2023/204441]

23 MAART 2023. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 9 juli 2020 betreffende de ondersteuning van de internationalisering van groeperingen van ondernemingen, gemengde kamers van koophandel en hun leden

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 2 april 1998 houdende oprichting van het "Agence wallonne à l'Exportation et aux investissements étrangers" (Waals Exportagentschap voor uitvoer en Buitenlandse Investerings), artikel 2, tweede lid, ingevoegd bij het decreet van 17 december 2015, en vijfde lid, ingevoegd bij het decreet van 28 april 2016;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 9 juli 2020 betreffende de ondersteuning van de internationalisering van groeperingen van ondernemingen, gemengde kamers van koophandel en hun leden;

Gelet op het rapport van 19 oktober 2022 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 19 oktober 2022;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 27 oktober 2022;

Gelet op het advies 72.946/2 van de Raad van State, gegeven op 20 februari 2023, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 14 juli 2021 betreffende de delegaties van bevoegdheden aan de leidend ambtenaren van het "Agence wallonne à l'Exportation et aux investissements étrangers" (Waals Agentschap voor Export en Buitenlandse Investerings);

Gelet op het advies nr. 1520 van de "Conseil économique et social de la Région wallonne" (Sociaal-economische raad van het Waalse Gewest), gegeven op 04 januari 2023;

Op de voordracht van de Minister van Buitenlandse handel;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 9 juli 2020 betreffende de ondersteuning van de internationalisering van groeperingen van ondernemingen, gemengde kamers van koophandel en hun leden wordt aangevuld met een 15°, 16° en 17°, luidend als volgt:

15° fysieke beurs, tentoonstelling, conferentie of congres: een beurs, tentoonstelling, conferentie of professioneel congres die/dat plaatsvindt op een specifieke fysieke locatie en waarvoor de fysieke verplaatsing van deelnemers en bezoekers vereist is;

16° virtuele beurs, tentoonstelling, conferentie of congres: een beurs, tentoonstelling, conferentie of professioneel congres die/dat plaatsvindt op het internet en waarvoor geen fysieke verplaatsing van deelnemers en bezoekers vereist is;

17° hybride fysieke beurs, tentoonstelling, conferentie of congres: een beurs, tentoonstelling, conferentie of professioneel congres die/dat zowel fysiek als virtueel is."

Art. 2. In artikel 6 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid worden de woorden "door de Minister" vervangen door de woorden "overeenkomstig artikel 55";

2° in het tweede lid worden de woorden "het toekenningsbesluit van de Minister" vervangen door de woorden "de beslissing tot toekenning van de toelage".

Art. 3. In artikel 16, 5°, van hetzelfde besluit worden de woorden "en de digitale promotiediensten" ingevoegd tussen de woorden "de communicatiedragers" en de woorden "om de Waalse leden in het buitenland bekendheid te laten verwerven".

Art. 4. In artikel 17 van hetzelfde besluit worden de woorden "vastgesteld volgens de forfaitaire bedragen vastgelegd door de Minister" vervangen door de woorden "berekend overeenkomstig de bepalingen van artikel 39".

Art. 5. In artikel 18, eerste lid, 3° en 4°, van hetzelfde besluit worden de woorden "vastgesteld volgens de forfaitaire bedragen vastgelegd door de Minister" vervangen door de woorden "berekend overeenkomstig de bepalingen van artikel 39".

Art. 6. In artikel 19, eerste lid, van hetzelfde besluit, worden de woorden "een beurs of een gespecialiseerde salon in het buitenland" vervangen door de woorden "een fysieke beurs of een fysiek gespecialiseerd salon in het buitenland".

Art. 7. In artikel 20, eerste lid, van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden "een beurs of een gespecialiseerde salon in het buitenland" worden vervangen door de woorden "een fysieke beurs of een fysiek gespecialiseerd salon in het buitenland".

2° in 2°, worden de woorden "vastgesteld volgens de forfaitaire bedragen vastgelegd door de Minister" vervangen door de woorden "berekend overeenkomstig de bepalingen van artikel 39".

Art. 8. In hoofdstuk III, afdeling 3, onderafdeling 1, van hetzelfde besluit worden de artikelen 20/1 tot 20/3, ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 20/1. Wanneer de aanvrager individueel deelneemt aan een virtuele beurs of een virtueel gespecialiseerd salon in het buitenland, zijn de subsidiabele kosten de volgende:

1° het inschrijvingsgeld voor de virtuele beurs of het virtuele salon;

2° de kosten voor het ontwerpen van digitale brochures voor deelname aan de beurs of salon, met uitzondering van de prestaties die intern door de aanvrager worden verricht.

Art. 20/2 Wanneer de aanvrager individueel deelneemt aan een hybride beurs of gespecialiseerd salon in het buitenland, zijn de subsidiabele kosten de volgende:

- 1° het inschrijvingsgeld voor de virtuele beurs of het virtuele salon;
- 2° de kosten voor het ontwerpen van digitale brochures voor deelname aan de virtuele beurs of virtueel salon, met uitzondering van de prestaties die intern door de aanvrager worden verricht.
- 3° de in aanmerking komende kosten bedoeld in artikel 19.

Art. 20/3 Wanneer de aanvrager individueel voor het eerste deelneemt aan een beurs of een hybride gespecialiseerd salon in het buitenland, zijn de subsidiabele kosten de volgende:

- 1° het inschrijvingsgeld voor de virtuele beurs of het virtuele salon;
- 2° de kosten voor het ontwerpen van digitale brochures voor deelname aan de virtuele beurs of virtueel salon, met uitzondering van de prestaties die intern door de aanvrager worden verricht.
- 3° de kosten bedoeld in artikel 20.”.

Art. 9. In artikel 21 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de woorden “op een congres of een conferentie in het buitenland” worden vervangen door de woorden “op een fysiek congres of conferentie in het buitenland”;

2° de woorden “vastgesteld volgens de maximumbedragen vastgelegd door de Minister” worden vervangen door de woorden “berekend overeenkomstig de bepalingen van artikel 39”.

Art. 10. In hetzelfde besluit wordt een artikel 21/1 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. 21/1. Wanneer de aanvrager het woord neemt op een virtuele of hybride congres of conferentie in het buitenland, met een betalende inschrijving, om een actieve promotie te verrichten van de producten en diensten van zijn leden, zijn de subsidiabele kosten de volgende:

- 1° het inschrijvingsgeld voor het congres of de conferentie, met een maximum van 1.600 euro;
- 2° de reis- en verblijfskosten van een afgevaardigde van de aanvrager, berekend overeenkomstig de bepalingen van artikel 39 indien het congres of de conferentie in hybride vorm wordt georganiseerd.”.

Art. 11. In artikel 22, eerste lid, van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden “bij een beurs, een salon of een evenement met een erkend professioneel en internationaal karakter” worden vervangen door de woorden “bij een fysieke beurs, salon of evenement met een erkend professioneel en internationaal karakter”;

2° in 2°, worden de woorden “vastgesteld volgens de forfaitaire bedragen vastgelegd door de Minister” vervangen door de woorden “berekend overeenkomstig de bepalingen van artikel 39”.

Art. 12. In hetzelfde besluit wordt een artikel 22/1 en 22/2 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. 22/1. Wanneer de aanvrager voor zijn leden een collectieve stand in het buitenland organiseert bij een virtuele beurs, salon of evenement met een erkend professioneel en internationaal karakter, zijn de subsidiabele kosten de volgende:

- 1° het inschrijvingsrecht voor het virtuele gekozen evenement;
- 2° de verloning van een extern professioneel bedrijf gespecialiseerd in de organisatie van virtuele evenementen, beperkt tot 15.000 euro.

Art. 22/2. Wanneer de aanvrager voor zijn leden een collectieve stand in het buitenland organiseert bij een hybride beurs, salon of evenement met een erkend professioneel en internationaal karakter, zijn de subsidiabele kosten de volgende:

- 1° het inschrijvingsrecht voor het virtuele gekozen evenement;
- 2° de verloning van een extern professioneel bedrijf gespecialiseerd in de organisatie van virtuele evenementen, beperkt tot 15.000 euro.
- 3° de kosten bedoeld in artikel 22.”.

Art. 13. In artikel 26 van hetzelfde decreet worden de woorden “vastgesteld volgens de forfaitaire bedragen vastgelegd door de Minister” vervangen door de woorden “berekend overeenkomstig de bepalingen van artikel 39”.

Art. 14. In artikel 30, eerste lid, 4°, van hetzelfde besluit worden de woorden “vastgesteld volgens de forfaitaire bedragen vastgelegd door de Minister” vervangen door de woorden “berekend overeenkomstig de bepalingen van artikel 39”.

Art. 15. In de titel van afdeling 6 van hoofdstuk III van hetzelfde besluit worden de woorden “en digitale promotiediensten” ingevoegd tussen de woorden “Communicatiedragers” en de woorden “om de Waalse leden van de aanvrager in het buitenland bekendheid te laten verwerven”.

Art. 16. In artikel 33 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid worden de woorden “en digitale promotiediensten” ingevoegd tussen de woorden “communicatiedragers” en de woorden “voor partners of ondernemingen”;

2° in paragraaf 1 worden de woorden “die in aanmerking komen voor de ondersteuning van de internationalisering van het Agentschap” ingevoegd tussen de woorden “aangesloten bij de aanvrager” en de woorden “of de activiteitensector”;

3° in het eerste lid worden de woorden “in Wallonië” ingevoegd tussen de woorden “of de activiteitensector” en de woorden “vertegenwoordigd door de aanvrager”;

2° in het tweede lid worden de woorden “10.000 euro” vervangen door de woorden “15.000 euro”.

Art. 17. In artikel 34 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in lid 1, 1°, worden de woorden “en vertaling” ingevoegd tussen de woorden “de kosten voor de productie” en de woorden “van papieren en digitale brochures”;

2° in paragraaf 1, 3°, worden de woorden "video- of audioclips" ingevoegd tussen de woorden "de kosten voor de productie van interactieve virtuele video's," en de woorden "en bezoeken";

3° het eerste lid wordt aangevuld met een punt 4°, luidend als volgt:

"4° de volgende digitale promotiekosten:

a) de kosten voor de aankoop van lijsten met buitenlandse e-mailadressen;

b) de kosten voor de uitvoering en verzending van e-mails door een specialist op het gebied van internetmarketing;

c) de kosten voor de aankoop van e-mailkredieten;

d) de kosten van callcenterdiensten voor oproepen in het buitenland;

e) de kosten van de productie van een Webinar voor een buitenlands publiek door een specialist op het gebied van internetmarketing;

f) de kosten voor internationale verwijzing op zoekmachines door een specialist op het gebied van internetmarketing;

g) de kosten voor de aankoop van reclame en internationale verwijzing op zoekmachines, sociale netwerken en onlineplatforms;

h) de kosten voor diensten van online beïnvloeders en opinieleiders;

i) de kosten voor diensten van externe digitale marketeers voor het beheer van internationale bedrijfsprofielen op sociale netwerken.";

4° tussen het eerste en het tweede lid wordt volgend lid ingevoegd :

"De Minister kan de lijst van subsidiabele kosten, bedoeld in het eerste lid, 4°, aanvullen om rekening te houden met ontwikkelingen op het gebied van digitale promotie.";

5° het artikel wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt:

"In het eerste lid, 4°, h) wordt verstaan onder:

1° online beïnvloeder: een natuurlijke of rechtspersoon die door zijn positie, status of reputatie op het internet het consumentengedrag kan beïnvloeden;

2° opiniemaker: een natuurlijke of rechtspersoon die door zijn reputatie of sociale of beroepsactiviteit de meningen of handelingen van een groot aantal personen kan beïnvloeden."

Art. 18. In artikel 33 van hetzelfde besluit worden de woorden "voor de productie van brochures, reclame in tijdschriften, video's" vervangen door de woorden "bedoeld in artikel 33, eerste lid,".

Art. 19. Artikel 39 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met twee leden, luidend als volgt:

"In afwijking van lid 1 zijn, wanneer de aanvrager buiten België gevestigd is, de in subsidiabele kosten met betrekking tot reis- en verblijfskosten in het buitenland de werkelijk door de aanvrager gemaakte kosten, beperkt tot de volgende posten:

1° reiskosten economy class;

2° verblijfskosten;

3° de maaltijdkosten;

4° de interne verplaatsingskosten die nodig zijn om de gesubsidieerde actie uit te voeren.

Met betrekking tot paragraaf 3, 2°, kan de minister bij besluit een plafond vaststellen voor het bedrag van de subsidiabele kosten voor verblijfskosten."

Art. 20. Artikel 41 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt:

"Art. 41. Wanneer de aanvrager leden heeft uit meer dan één gewest in België, worden de in aanmerking komende kosten als bedoeld in artikel 37 verminderd:

1° voor de initiatieven bedoeld in artikel 16, § 1, a), § 2, a) en b), § 3, § 4 en § 5, naar rato van het aantal aangesloten ondernemingen van de aanvrager die in aanmerking komen voor de internationaliseringssteun van het Agentschap;

2° voor de initiatieven bedoeld in artikel 16, 1°, onder b), en 2°, onder c), naar rato van het aantal aangesloten ondernemingen van de aanvrager die in aanmerking komen voor de internationaliseringssteun van het Agentschap en die aan de actie hebben deelgenomen."

Art. 21. In artikel 42 van hetzelfde besluit worden de woorden "de minister" vervangen door de woorden "de administrateur-generaal".

Art. 22. In artikel 44 van hetzelfde besluit worden de woorden "door de minister in het subsidiebesluit" vervangen door de woorden "in de beslissing tot subsidieverlening".

Art. 23. Artikel 46 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt:

"Het Agentschap kan de in lid 1 bedoelde datum wijzigen in geval van een uitzonderlijke economische of gezondheidssituatie. Wanneer het Agentschap van deze mogelijkheid gebruik maakt, deelt het de wijziging en de redenen daarvoor mee op zijn website."

Art. 24. In artikel 48, eerste lid, 6°, worden de woorden "de bijgewerkte lijst van zijn leden" aangevuld met de woorden "en, voor zover hij daarover reeds beschikt op het ogenblik van de indiening van de aanvraag, de lijst van deelnemers aan de acties die zijn opgenomen in zijn jaarlijks actieprogramma op internationaal vlak".

Art. 25. In artikel 50 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de woorden "fysieke en hybride" worden ingevoegd tussen de woorden "Voor de" en de woorden "gespecialiseerde beurzen en salons in het buitenland";

2° het artikel wordt aangevuld met een lid 2, luidend als volgt:

"Voor gespecialiseerde virtuele en hybride beurzen en tentoonstellingen in het buitenland moet de aanvrager bij zijn aanvraag de registratieaanvraag voegen die naar de organisator van het evenement is gestuurd."

Art. 26. In hetzelfde besluit wordt een artikel 50/1 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 50/1. Voor conferenties of congressen moet de aanvrager ook het registratieverzoek bijvoegen dat naar de organisator van het evenement is gestuurd."

Art. 27. In artikel 51 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) de woorden "en digitale promotiediensten" worden ingevoegd tussen de woorden "Voor de communicatiedragers" en de woorden, "voegt de aanvrager bij zijn aanvraag";

b) de woorden "voegt de aanvrager bij zijn aanvraag" worden aangevuld met de woorden "voor zover zij voor hem beschikbaar zijn op het ogenblik dat de aanvraag wordt ingediend";

c) het artikel wordt aangevuld met een punt 4°, luidend als volgt:

"4° voor digitale promotiediensten: offertes van externe dienstverleners."

Art. 28. In het opschrift van afdeling 2 van hoofdstuk V van hetzelfde besluit, worden de woorden "beslissing van de Minister" vervangen door het woord "toekenningsbeslissing".

Art. 29. Artikel 55 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt:

"De Minister kan de in het eerste lid bedoelde bevoegdheid overdragen."

Art. 30. In artikel 57, lid 4, worden de woorden "waaraan de lijst van deelnemers aan elke subsidiabele actie is gehecht en" ingevoegd tussen de woorden "het gesubsidieerde initiatief op internationaal vlak indient" en de woorden "waarbij het zich de mogelijkheid voorbehoudt om in tweede instantie tot een controle van de toekenningsvoorwaarden over te gaan".

Art. 31. In artikel 58, tweede lid, van hetzelfde besluit, worden de woorden "bij beslissing van de Minister" vervangen door de woorden "overeenkomstig artikel 55".

Art. 32. In artikel 61, eerste lid, van hetzelfde besluit worden de woorden "de beslissing van de Minister tot goedkeuring van de subsidie" vervangen door de woorden "de beslissing tot toekenning van de subsidie".

Art. 33. Artikel 66, tweede lid, van hetzelfde besluit, wordt aangevuld met de woorden "ook wanneer het bedrag van de subsidie krachtens dit besluit forfaitair wordt vastgesteld".

Art. 34. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt wordt.
Namen, 23 maart 2023.

Voor de Regering:

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Vice-Minister-President en Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,
W. BORSUS

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2023/44744]

5 AVRIL 2023. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 mai 2004 portant exécution du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises, l'article 6, alinéa 1^{er}, l'article 19, alinéas, 1^{er}, et l'article 23, alinéa 1^{er} ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 mai 2004 portant exécution du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 9 février 2023 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 16 février 2023 ;

Vu le rapport du 13 février 2023 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu la demande d'avis dans un délai de 30 jours, adressée au Conseil d'État le 17 février 2023, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai ;

Considérant le Règlement (UE) 2021/1060 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen plus, au Fonds de cohésion, au Fonds pour une transition juste et au Fonds européen pour les affaires maritimes, la pêche et l'aquaculture, et établissant les règles financières applicables à ces Fonds et au Fonds «Asile, migration et intégration», au Fonds pour la sécurité intérieure et à l'instrument de soutien financier à la gestion des frontières et à la politique des visas ;

Considérant le Règlement (UE) 2021/1058 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 relatif au Fonds européen de développement régional et au Fonds de cohésion ;

Considérant la Communication de la Commission « Lignes directrices concernant les aides d'État à finalité régionale » pour la période 2022-2027, J.O.U.E., n° C 153/1, du 29 avril 2021 ;

Considérant qu'il est fondamental d'assurer, après le 31 décembre 2021, la continuité dans l'octroi des aides à l'investissement cofinancées par le Fonds européen de développement régional (F.E.D.E.R.) et de conférer une base légale aux demandes d'aides introduites depuis le 1^{er} janvier 2022 afin de garantir ainsi la sécurité juridique ;